



IVRY, le 23 mars 2010

Réf.PG/LB/2902

Monsieur Luc CHATEL
Ministre de l'Éducation nationale
110 rue de Grenelle
75007 PARIS

Objet : Etats Généraux sur la violence

Monsieur le Ministre,

La Fédération UNSA Éducation et ses syndicats nationaux ont reçu votre courrier en date du 10 mars nous invitant à adresser une contribution préparatoire aux Etats Généraux sur la sécurité à l'École que vous avez pris l'initiative d'organiser.

Le très bref laps de temps dans lequel nous devons vous adresser nos réflexions et propositions nous conduit à réagir de manière plus rapide que nous l'aurions souhaité. Ce courrier n'exclut pas au demeurant que les syndicats nationaux affiliés à l'UNSA Éducation, compte tenu de l'approche professionnelle spécifique qui est de leur responsabilité, vous adressent parallèlement, le cas échéant, des éléments complémentaires.

Une première remarque s'impose sur le titre même des Etats Généraux : « la sécurité à l'École » nous apparaît trop restrictif parce que trop parcellaire. La question de la sécurité est une dimension incontournable du dossier, mais ce n'est pas le seul. Il convient d'emblée de souligner qu'il existe un écart entre le *sentiment* d'insécurité et la *réalité* de celle-ci. L'instantanéité de l'émotion médiatique ne permet pas de faire de celle-ci un indicateur. Son caractère éphémère, avec la tentation de l'immédiateté d'une réponse annoncée, ne permet pas de mettre en perspective une question qui, si l'on considère les différents « plans violence » élaborés par le ministère dont vous avez aujourd'hui la charge, remonte à une vingtaine d'années au plan national, au-delà même des difficultés locales qui avaient antérieurement pu être perçues ici ou là.

Les problèmes liés à des intrusions ont défrayé la chronique. Ils sont liés pour une part à des questions matérielles. Ce sont les plus simples à traiter par ce qu'elles découlent d'un diagnostic local mené de manière conjointe entre les responsables des écoles ou établissements, ceux des collectivités attributaires et, le cas échéant, ceux de la sécurité publique. Par réalisme, il faut noter qu'ici la volonté des élus locaux n'est pas un obstacle, mais qu'en revanche le traitement des priorités relève aussi des arbitrages budgétaires auxquels est contraint tout élu local, ce que vous n'ignorez pas vous-même par expérience. Nous avons apprécié d'ailleurs que vous n'ayez pas repris certaines propositions antérieures de votre administration, comme les portiques dont les exemples étrangers ont montré les limites. Une telle réaction offrait sans doute l'avantage de proposer une réponse sécuritaire censée être immédiate : elle ne correspond pas à la réalité du terrain, bien plus complexe qu'un seul problème d'entrée-sortie.

UNSA ÉDUCATION

87⁸¹⁵, AVENUE GEORGES GOSNAT • 94853 IVRY-SUR-SEINE CÉDEX

TÉL. : 01.56.20.29.50 • FAX : 01.56.20.29.89

www.unsa-education.org • national@unsa-education.org

*l'éducation,
notre terrain d'action*

Le droit à la sûreté figure dans les « droits naturels et imprescriptibles » mentionnés à l'article II de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 qui a valeur constitutionnelle. Le droit à la sécurité pour les mineurs de dix-huit ans, y compris dans le cadre des institutions publiques auxquelles ils sont confiés, est notamment visé par les articles 2 et 19 de la Convention internationale sur les droits de l'enfant (dite « convention de New York ») dont la République française est signataire. La protection due aux agents des collectivités publiques, et notamment de l'État, « contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions » est mentionnée par l'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 relative aux droits et obligations des fonctionnaires et constituant le titre premier du statut général de la fonction publique. Le droit à la sûreté ou à la sécurité, est, tant pour les élèves que pour les personnels, garanti par des textes à défaut de l'être dans les faits. Les faits de violence sont inacceptables et appellent des réponses appropriées, y compris au plan juridique.

Les actes de violence peuvent s'exercer aux alentours des écoles et établissements : ils concernent la communauté éducative mais ne peuvent être traités dans son cadre ou son seul cadre. Les violences commises au sein de la communauté scolaire par certains de ses membres à l'encontre d'autres, quel que soit le statut des uns et des autres, peut appeler des réponses internes à l'institution mais peut nécessiter un travail en liaison avec d'autres institutions ou organes publics.

On ne saurait en la matière évacuer la question du « local » (contexte général, relations avec l'environnement de l'école et les différents partenaires...). Encore conviendrait-il de ne pas exclusivement se focaliser sur des établissements sensibles ou de zones difficiles. Les problèmes de violence peuvent se poser aussi dans des établissements de secteurs réputés plus calmes, y compris en zone rurale. Il n'y a donc pas de réponse nationale-type.

Du reste, on peut se poser cette question : à quels résultats les « plans violence » ont-ils abouti ? À moment donné, sans doute, à revoir des taux d'encadrement (notamment en personnels d'éducation), à prendre en compte aussi l'insuffisance de personnels sociaux et de santé... avant que les contraintes budgétaires ne viennent conduire ultérieurement à élargir inconsiderablement les secteurs d'interventions des assistants sociaux, médecins et personnels infirmiers de l'Éducation nationale. Le survol occasionnel, le court-termisme dans la prise en charge ou le suivi atteignent rapidement leurs limites.

Pour prendre ce seul exemple, les cas de passage à l'acte liés à une problématique psychiatrique apparaissent difficilement prévisibles. C'est que toute problématique psychiatrique nécessite une prévention la plus précoce possible. C'est pourquoi le Conseil économique, social et environnemental, dans son rapport de février 2010 sur la prévention et prise en charge en pédopsychiatrie, a préconisé de « *revaloriser la fonction de médecin de l'éducation nationale, renforcer leur nombre, comme acteurs de politique de santé* ». Et l'on pourrait trouver *mutatis mutandis* d'autres exemples concernant par exemple les champs professionnels respectifs des assistants sociaux ou personnels infirmiers.

En revanche, on ne peut dissocier la prévention de la violence de la question des incivilités qui peut constituer un signe annonciateur (mais non systématique) de dérives plus graves. On ne peut non plus faire l'impasse sur les violences — y compris psychologiques ou institutionnelles — dont sont victimes certaines élèves et qui peuvent, à tel ou tel moment, se traduire par des réactions inadmissibles mais qui auraient pu être prévenues. Et il est difficile de faire la part de violences « externes » ou « internes » à l'institution scolaire aboutissant à moment donné à *une* réaction. En la matière, il est vain d'imaginer des réponses univoques applicables à la diversité des situations. C'est bien pour cela que le Code de l'éducation décline à diverses reprises et dans des contextes spécifiques la notion d'*équipe éducative*.

La fédération UNSA Éducation et ses syndicats nationaux, vous le savez, entendent assumer leur rôle de forces de proposition. Mais, vous l'aurez compris, il n'y aura pas de réponse simple à la question faussement simple « Comment peut-on supprimer ou réduire la violence à l'École » ? Cette question revêt des dimensions multiples qui excluent tout simplisme. Si des solutions simples pouvaient être nationalement déclinées, elles auraient depuis longtemps été mises en œuvre sur l'étendue du territoire. Il y a en revanche lieu de prendre en compte des approches diverses, sachant qu'il y a des interactions dont l'appréciation n'est possible qu'au plan local, et que c'est bien localement, en prenant en considération le projet d'école ou d'établissement mais aussi (avec une nécessaire exigence de réciprocité en direction de l'Éducation nationale) les préoccupations ou les attentes d'autres opérateurs publics qui parfois, pilotent eux-mêmes des projets spécifiques. Quand fragmentation des projets ou subordination sont un danger réel, il s'agit ici de renforcer des effets de synergie.

Si l'on veut analyser les différents domaines qu'il s'agit d'explorer sur les questions liées à la *sécurisation globale de l'École*, on peut pointer :

- **la sécurisation matérielle**
 - à partir d'un diagnostic partagé, elle peut impliquer des décisions concernant la collectivité locale ;
 - elle n'a de sens que vis-à-vis d'intrusions extérieures, qu'il s'agisse d'agressions « à l'aveugle » ou de s'en prendre à un élève ou groupe d'élèves identifié ;
- **les relations avec l'environnement**
 - les liens avec d'autres institutions (collectivités, police nationale – en particulier services de protection des mineurs, institutions spécialisées – y compris les dispositifs sociaux relevant du département, institutions sociales, environnement associatif, etc.). Outre le caractère inter-institutionnel, cela nécessite de veiller, dans le respect des domaines ou responsabilités de chacun à la cohérence des projets respectifs portés par les uns et les autres ;
- **la prise en compte par l'institution éducative**
 - traduction dans le projet d'école ou d'établissement ;
 - mise en œuvre de la prévention dans le cadre des différentes instances internes à l'établissement (y compris le niveau « classe » ou « division ») ;
 - prise en compte dans la démarche pédagogique (projets spécifiques le cas échéant ou approche pédagogique au quotidien).

Nous rappelons qu'au-delà du traitement ou de la prévention d'actes de violence eux-mêmes, une démarche de prévention globale implique aussi un travail en amont, dans la classe comme dans la vie de l'établissement, sur tout ce qui est lié aux dynamiques de réussite scolaire et de renforcement de l'estime de soi.


Il est nécessaire que l'établissement dispose des moyens nécessaires ou adaptés, notamment en personnels sociaux, de santé, d'éducation – étant entendu qu'il serait vain d'imaginer que les assistants d'éducation pussent être confondus avec des vigiles : leur mission est tout autre.

La présence d'adultes, plus largement, est une nécessité incontournable. Mais cela ne suffit pas. La fédération UNSA Éducation regrette en particulier que la mise à la réforme de la formation des enseignants ne permette pas, dans des conditions convenables, d'intégrer les contenus autres que disciplinaires relevant du cahier des charges de la formation des enseignants. Des études conduites dans d'autres pays (notamment au Canada) montrent que les enseignants formés à la gestion des conflits avaient deux fois moins de violences à affronter en classe. La maîtrise de la ou des disciplines (au sens de *champ de connaissances*), même élargie à sa didactique spécifique, ne suffit pas. De ce point de vue, la manière dont se met en œuvre, malgré nos alertes, la « mastérisation » de la formation des enseignants va conduire de fait à une dangereuse *déprofessionnalisation* de celle-ci.

La question de la souffrance est aussi un élément de fond inséparable de la problématique globale. Elle concerne aussi bien les personnels pour lesquels les incivilités de toute nature peuvent revêtir un caractère insupportable au plus fort sens du terme (et pour lesquels nous déplorons, depuis des années, l'absence réelle d'aide et de médecine de prévention) que les souffrances d'origine multiple dont peuvent souffrir les élèves eux-mêmes, y compris la « violence institutionnelle ».

Sur l'ensemble de ce dossier, c'est à une réflexion exhaustive que nous appelons dans le cadre d'un travail de fond conduit dans la durée si l'on a le souci collectif, au-delà de l'expression de préoccupations légitimes, d'améliorer réellement la situation partout où c'est nécessaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon profond attachement au service public laïque de l'Éducation nationale.

A handwritten signature in black ink, reading "Patrick Gonthier". The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line.

Patrick GONTHIER
Secrétaire général de l'UNSA Education